

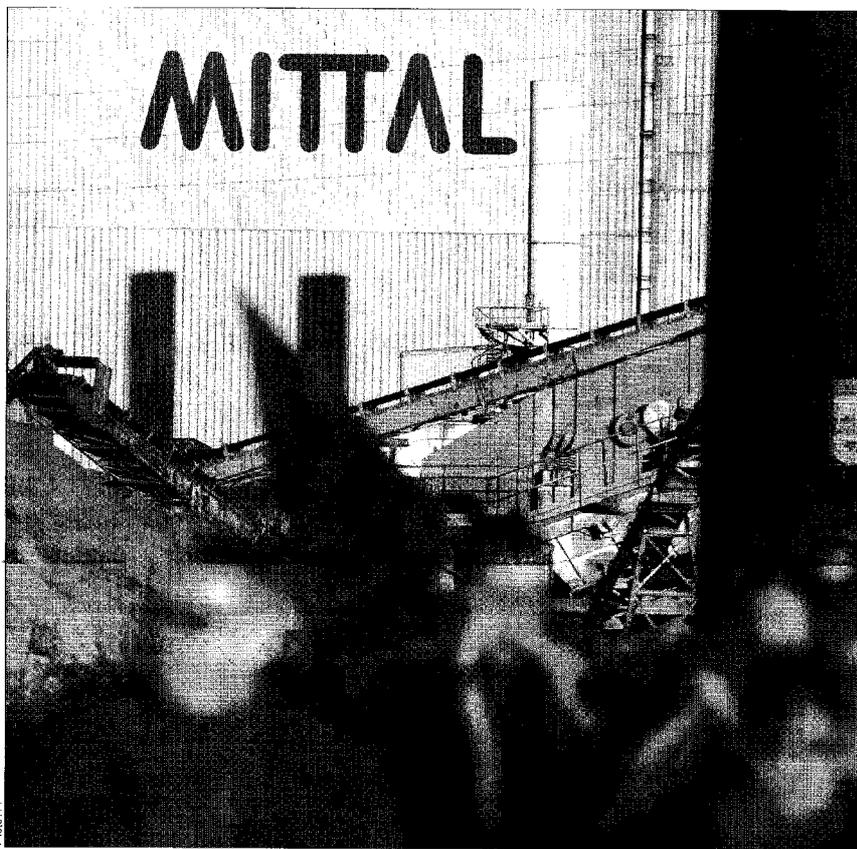
La vitrine sociale de Mittal à Gandrange vole en éclats

Jadis utilisée comme carte de visite par Lakshmi Mittal en Europe, l'usine de Gandrange va fermer une partie de ses activités. Une décision qui met Nicolas Sarkozy face à ses promesses.

Le verdict est tombé. Après des semaines d'incertitudes, la direction du sidérurgiste ArcelorMittal a confirmé la suppression de 575 emplois sur le site lorrain de Gandrange. Une fermeture partielle qui va se traduire par la cessation d'activité « de l'aciérie électrique et du train à billettes ». Le verdict de Lakshmi Mittal est sans appel. La contre-proposition des travailleurs qui demandaient un investissement de 45 millions d'euros est écartée. Seuls subsisteront le laminoir à Couronnes et Barres et le centre de recherche, soit un effectif d'environ 350 personnes sur 1100 travailleurs. La fermeture partielle est programmée d'ici à 2009.

En France, l'affaire a pris une tournure politique depuis que le président de la République Nicolas Sarkozy s'est rendu sur place. Il n'avait pas hésité à mouiller sa chemise en promettant que « l'État était prêt à prendre en charge tout ou partie des investissements nécessaires » pour maintenir le site en activité. L'affaire de Gandrange et la montée au créneau de la classe politique française rappelle curieusement tout le tapage « médiatique » et « politique » qu'avait provoqué en janvier 2006 le lancement de l'OPA sur Arcelor par Lakshmi Mittal. Inconnu alors en Europe, le milliardaire d'origine indienne avait esquivé une volée de bois vert. Il s'en est suivi une longue campagne de séduction.

Pour les salariés de Gandrange, l'histoire se répète. Pendant toute son offre d'achat sur son rival Arcelor, Lakshmi Mittal n'a pas hésité à mettre en avant Gandrange, sa vitrine sociale. Rachetée à Usinor (l'ancêtre d'Arcelor) en 1999 par Ispat International pour le franc symbolique, l'usine de Gandrange a permis à Mittal de prendre pied en France. Il en a vite fait un outil de



En visite à Gandrange le 4 février, le Président français s'est engagé à trouver une solution pour pérenniser le site.

promotion pour rassurer pendant toute sa campagne sur Arcelor, le monde politique et syndical, n'hésitant pas de mettre en avant investissements, recrutements et hautes salaires. Aujourd'hui, les salariés ont l'impression d'avoir servi de caution le temps que le géant mondial de l'acier réussisse son opération. Ils se sentent floués. Pour justifier sa décision de ne

maintenir sur place qu'un laminoir à couronnes et à barres, ArcelorMittal évoque « un environnement fortement concurrentiel », « l'évolution du prix des matières premières » et « les pressions plus fortes des clients ». Du côté syndical, on ne voit pas les choses de la même manière. L'intersyndicale estime ainsi qu'il s'agit de « difficultés provisoires qui peuvent être surmontées

dans un délai raisonnable ». Sur le fond du problème, les représentants des travailleurs pointent du doigt « une insuffisance de formation des nouveaux embauchés appelés à prendre le relais de salariés expérimentés », et « l'insuffisance des investissements ».

SARKOZY DANS LES CORDES

Le scénario de reprise évoqué par

Nicolas Sarkozy lors de sa visite début février est loin d'être évident. Après la piste brésilienne Gerdau, les autorités locales évoquent une prise de contact avec l'homme d'affaires français Romain Zaleski, patron du groupe sidérurgique italien Carlo Tassara. L'activation de cette piste pose néanmoins un problème de concurrence. ArcelorMittal ne semble pas tenir à vendre le site. Le monde politique français pourrait dès lors trouver une issue favorable en demandant à Lakshmi Mittal de pérenniser le site de Florange en Moselle. Située à un jet de pierre de Gandrange, l'usine était vouée à la fermeture sous l'ère de son ancien

Tout comme l'OPA en 2006, l'affaire a pris une tournure politique.

propriétaire, Arcelor. Depuis la fusion, la mise sous cocon de la phase à chaud est annulée. Cette solution à la sauvette ne résout cependant en rien la situation des travailleurs de Gandrange. Pas même les engagements de la direction du sidérurgiste qui assure qu'il n'y aura aucun licenciement. Sommé de « tenir sa promesse » de maintenir en activité l'aciérie, Nicolas Sarkozy se retrouve aujourd'hui au pied du mur. Quant aux salariés, ils sont excédés. Après la confirmation de fermeture en comité d'entreprise vendredi, certains d'entre eux ont saccagé le bureau du directeur du site. Visible-ment, tout le monde attend que le président de la République prenne ses responsabilités.

Le premier français promet une réaction la semaine prochaine. ◇

F.X.L.